
Les investissements directs étrangers au Cabo Verde

Résumé

Exemple continental en matière d'institutions et d'ouverture aux capitaux extérieurs, le Cabo Verde a bénéficié d'un fort essor des investissements directs étrangers (IDE) au début des années 2000. La crise – notamment parmi les principaux partenaires européens de l'archipel – a brisé cette dynamique, renvoyant le Cabo Verde à la dure réalité d'un pays isolé, dépourvu de ressources naturelles et entravé par la faiblesse du marché domestique. Pour relancer l'activité, les autorités cabo-verdiennes ont érigé le redressement des IDE comme priorité pour (i) compenser le tarissement des financements concessionnels liés au passage du pays au statut de pays à revenu intermédiaire ; (ii) prendre le relais du programme d'investissement public. Ce redressement passe par une diversification sectorielle – tourisme, NTIC, énergie, infrastructures de transport – et géographique – partenaires traditionnels et émergents – des investissements sur l'archipel.

Les difficultés économiques de l'Union Européenne ont brisé la dynamique d'investissement étranger au Cabo Verde

L'archipel cabo-verdien, isolé, sans ressources naturelles et disposant de très peu d'eau douce, est largement dépendant de l'extérieur tant pour ses ressources financières (les flux d'IDE représentent environ 4% du PIB, les transferts de la diaspora 10%, l'aide au développement 16%) que pour ses approvisionnements (déficit commercial structurel qui atteint aujourd'hui les 30% du PIB).

Les qualités institutionnelles du pays – 121^{ème} au classement Doing Business 2014 soit la 9^{ème} place en Afrique sub-saharienne – et l'essor du début des années 2000 - croissance annuelle moyenne supérieure à 7% sur la période 2000-2008 – ont favorisé une forte croissance des IDE jusqu'en 2008. Selon la CNUCED, le stock d'IDE au Cabo Verde est passé de moins de 200 MUSD en 2000 à près d'1 Md USD en 2008.

Toutefois, contrairement aux prévisions initiales des autorités, la crise internationale a ramené le Cabo Verde à la dure réalité d'une économie entravée par la faiblesse du marché domestique, l'absence de ressources propres et une dépendance aigüe à l'égard de ses partenaires européens : croissance moyenne annuelle à peine supérieure à 1% sur la période 2009-2013.

L'étroite corrélation des cycles économiques cabo-verdiens et européens – l'UE est le premier investisseur sur l'archipel - s'est notamment traduite par un recul net des IDE depuis 2008. Les flux d'IDE au Cabo Verde qui avaient atteint un plus haut historique en 2008 (209 MUSD) ont significativement baissé depuis : 119 MUSD en 2009, 112 en 2010, 93 en 2011, 71 en 2012 et certainement moins de 50 MUSD en 2013 selon les premières estimations.

En matière d'IDE, les perspectives pour l'année 2014 apparaissent incertaines et échappent largement aux acteurs cabo-verdiens qui demeurent dépendants du rythme de reprise de l'activité au sein de la zone euro (notamment au Portugal et en Espagne). Cependant, la reprise de certains grands projets dans le domaine touristique, au premier semestre 2014, pourrait annoncer un redressement des IDE.

Malgré ce fléchissement, l'économie cabo-verdienne demeure l'une des plus ouvertes aux investissements étrangers en Afrique sub-saharienne. Le stock d'IDE au Cabo Verde atteint 1 298 MUSD en 2012 soit 68% du PIB du pays contre 15% en moyenne en Afrique de l'Ouest.

Les autorités cabo-verdiennes misent sur une diversification sectorielle et géographique des investissements étrangers pour relancer l'activité

Les autorités cabo-verdiennes ont érigé le redressement des investissements étrangers comme priorité pour relancer l'activité atone sur l'archipel. Cet appel aux capitaux privés étrangers répond à une double exigence. D'une part, le Cabo Verde pâtit d'un tarissement des aides concessionnelles des bailleurs lié à son passage au statut de pays à revenu intermédiaire et doit donc diversifier ses sources de financement. D'autre part, le principal défi de l'archipel réside dans la capacité du secteur privé – national et étranger – à prendre le relais du programme d'investissement public massif qui a permis de soutenir l'économie nationale pendant la crise.

Pour encourager les investissements étrangers, les autorités cabo-verdiennes ont récemment renforcé l'Agence de Promotion des Investissements, guichet unique chargé de capitaliser sur les avantages comparatifs du pays : stabilité politique et qualité institutionnelle ; position de carrefour entre les marchés européens, ouest-africains et sud-américains ; climat propice aux affaires ; renforcement des incitations contenues dans le nouveau code de l'investissement.

Le Cabo Verde s'est engagé dans une stratégie de diversification sectorielle des investissements étrangers. Le secteur prioritaire demeure le tourisme, véritable colonne vertébrale de l'activité nationale qui a permis au pays d'échapper à la récession : le nombre de touristes a dépassé les 500 000 en 2012 (contre 145 000 en 2000) et a approché les 600 000 en 2013. A titre d'exemple, 50 vols charters et vols réguliers desservent chaque semaine l'aéroport de Sal, île la plus touristique de l'archipel. Au total, les recettes touristiques représentent 20% du PIB national. Toutefois, de nouveaux investissements semblent nécessaires pour pérenniser le potentiel touristique du pays. Le Cabo Verde a fortement profité de la défiance des opérateurs à l'égard des destinations associées au « printemps arabe » (Egypte, Tunisie, Turquie). Sans amélioration des infrastructures touristiques (le pays est classé 89^{ème} sur 139 en termes de compétitivité touristique par le World Economic Forum), le pays pourrait pâtir d'un retour à la normale dans les destinations concurrentes.

Aux côtés du tourisme, l'Agence de Promotion des Investissements a identifié quatre autres secteurs prioritaires pour attirer les capitaux étrangers : NTIC, énergie notamment renouvelable, infrastructures portuaires, infrastructures aéroportuaires. Dans ces secteurs, pour attirer les capitaux étrangers, les autorités misent sur une concrétisation rapide du processus de privatisation des principales entreprises publiques, initiative entamée depuis plusieurs années mais dont la réalisation demeure conditionnée à un important rétablissement financier de ces sociétés.

Si les principaux investisseurs au Cabo Verde demeurent le Portugal et l'Espagne, ces pays - frappés de plein fouet par la crise en zone euro - ont récemment fortement révisé à la baisse leurs dépenses sur l'archipel. Pour compenser le recul des partenaires traditionnels, les autorités cabo-verdiennes pourraient se tourner encore davantage vers la Chine, déjà fortement présente dans le pays via la réalisation de nombreux investissements (barrage, stade, palais présidentiel, hôpitaux).

La présence française est le fait de particuliers qui créent leurs propres sociétés dans le secteur des services (gestion d'entreprises, tourisme). Plusieurs particuliers français s'intéressent, notamment, aux perspectives de développement du secteur des casinos. Il convient cependant de noter le récent intérêt d'entreprises françaises pour les opportunités d'investissement en infrastructures : eau, électricité, aéroports, NTIC. En 2012, le stock d'IDE français au Cabo Verde s'élevait à 5 MEUR, soit l'un des plus faibles d'Afrique de l'Ouest.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.